



## **Déclaration FSU CSASD 11 mars 2025**

Nous sommes réunis aujourd'hui pour le CSASD consacré aux ouvertures et fermetures de postes dans les collèges de notre département. Nous ne reviendrons pas sur le contexte politique, économique et social que nous avons longuement détaillé dans les déclarations pour le CSASD du 11 février et du CDEN du 5 mars.

Dans un calendrier particulièrement complexe et tendu, cette préparation de rentrée s'est effectuée dans des conditions particulièrement difficiles dans beaucoup de collèges des PO. Certains conseils d'administration se sont tenus avant le CSASD du 11 février, d'autres se sont tenus très tardivement parfois, jusqu'à aujourd'hui même, et donc après le groupe de travail et le CSASD du jour. La FSU rappelle l'exigence du respect des compétences de chacune des instances locales, départementales et académiques dans ce domaine.

La FSU regrette également que les chiffres des TRMD présentés lors de certains CA, débattus et votés, connaissent un différentiel important avec les chiffres utilisés par les services lors du groupe de travail de mercredi dernier. Cette situation engendre des changements sur les créations, les suppressions, les compléments de service et les BMP souvent au détriment des choix faits par les équipes localement.

La FSU s'inquiète également de la poursuite de la mise en place des groupes en français et mathématiques en classe de sixièmes et cinquièmes alors que le Conseil d'État a bien annulé l'arrêté et de la note de service de mars 2024 qui organisaient ces groupes de niveau, une victoire syndicale de la FSU d'ailleurs ... Jusqu'à preuve du contraire, aucun nouveau texte n'a encore été publié. La FSU demande donc que les moyens soient réaffectés pour diminuer les effectifs par classe, pour rétablir les dédoublements, les options supprimées et l'heure de technologie en Sixième.

Lors du CSASD du 11 février dernier, nous avons dénoncé les conditions de rentrée difficiles dans notre département.

La situation est encore pire que prévue ! En effet, les 77 heures de dotation supplémentaires déjà très insuffisantes en comparaison des moyens alloués aux autres départements de l'académie, se transforment effectivement par 12 suppressions de postes pour 10 créations soit un différentiel de - 2 postes ! Pour rappel, l'année dernière lors du CSASD du 12 mars 2024, le département était doté de + 14 postes (27 créations pour 13 suppressions). La situation s'aggrave donc passablement.

La FSU réclame en urgence des moyens supplémentaires pour faire face aux effectifs chargés dans notre département, mais aussi et surtout tenir compte de la situation économique et sociale locale particulièrement dégradée, et offrir à tous les collégiens de l'enseignement public les conditions nécessaires à leur réussite scolaire. Aujourd'hui, l'ensemble des experts reconnaissent que les Pyrénées-Orientales, et en particulier Perpignan, sont fortement marquées par une ségrégation sociale et scolaire. Ces constats confirment et renforcent les analyses et les revendications portées par la FSU sur ce sujet, sur lesquels nous sommes longuement revenus lors du dernier CDEN.

En réalité, pour être au niveau du H/E moyen de l'académie (1, 18), il manque 329 heures à notre dotation départementale, soit plus de 18 ETP, sans prendre en compte notre IPS, le plus bas de l'académie. Nous en sommes donc très loin avec 2 postes perdus au final. La multiplication des BMP va engendrer l'éclatement des services, le recrutement massif de contractuels, la précarisation de nos métiers, la dégradation de nos conditions de travail ainsi que l'absence de professeurs devant les classes à la rentrée prochaine.

Lors du groupe de travail, la FSU a demandé de revenir sur 3 suppressions de postes qui nous paraissent illégitimes. Nous avons également proposé de créer 8 postes supplémentaires. Nous y reviendrons donc aujourd'hui.

La FSU demande à nouveau solennellement que les Pyrénées-Orientales ne soient plus sous dotés et discriminés. Face à cette situation alarmante, l'État et les collectivités locales doivent impérativement mettre en place un observatoire de la mixité scolaire accompagné d'un plan d'urgence pour l'éducation dans notre département avec les créations de postes répondant à ses besoins. C'est, et ça restera, le combat prioritaire de la FSU 66.